

PARTIE 1 : DONNÉES DE BASE

Titre de l'expérience : Stratégie d'intégration de la dimension de genre dans la participation citoyenne	
Nom de la ville/région : Catalogne	
Pays : Espagne	
Institution candidate : Generalitat de Catalunya	
Date de début de l'expérience : 6 mai 2020	
Date de fin : 31 mai 2020	
Type de candidature	Nouvelle expérience
Type d'expérience	Conseil
	Espace / atelier pour le diagnostic, le suivi, etc.
	Audience/forum
	Initiatives citoyennes
	Autres : stratégie d'intégration de la dimension de genre
Objectif de l'expérience innovante	Atteindre des niveaux plus élevés d'égalité dans la participation et intégrer la diversité comme critère d'inclusion
	Étendre les droits de la citoyenneté liés à la participation politique
	Améliorer la qualité de la prise de décisions publiques grâce à des mécanismes de démocratie participative
	Améliorer l'efficacité et la performance des mécanismes de démocratie participative
	Améliorer l'évaluation et le suivi des mécanismes de démocratie participative
Cadre territorial	Ensemble du territoire
Domaine thématique	Gouvernance
	Formation/préparation
	Inclusion sociale
	Autres : égalité entre les genres

PARTIE 2 : DESCRIPTION DE L'EXPÉRIENCE

Objectifs

Objectif principal de l'expérience innovante :

Stratégiques

- Améliorer quantitativement et qualitativement la participation démocratique des femmes
- Intégrer la perspective de genre dans la conception des politiques publiques.

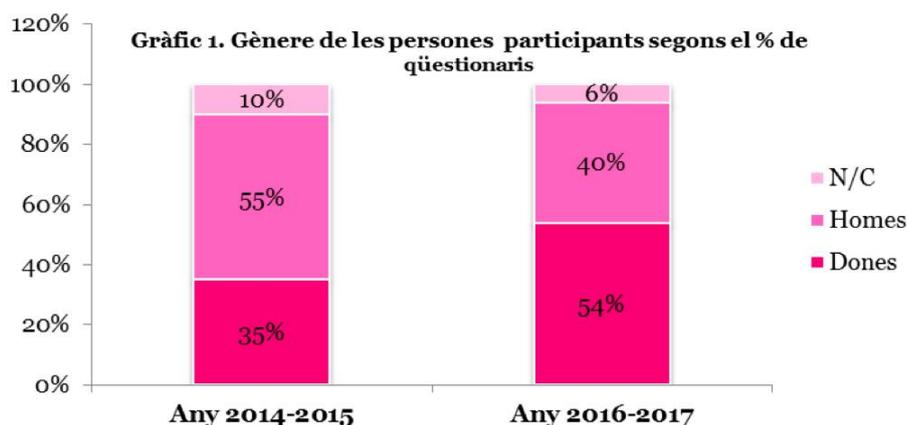
Operatifs

- Concevoir et développer une stratégie d'intégration de la dimension de genre au sein de la Direction générale de la participation des citoyens afin d'appliquer une perspective de genre dans toutes ses activités.
- Intégrer la perspective de genre dans le nouvel accord-cadre pour la passation des marchés de services extérieurs.
- Intégrer la perspective de genre dans la conception et le développement de nouveaux instruments de participation ainsi que dans le fonctionnement de ceux déjà déployés, en donnant la priorité aux processus de délibération et aux conseils de citoyens.
- Adapter et/ou redéfinir les indicateurs pour l'évaluation des instruments de participation ainsi que l'évaluation de l'impact des actions menées.
- Communiquer et informer avec une approche intersectionnelle, y compris des politiques de transparence et d'ouverture des données.

Comment cet objectif a-t-il été atteint ?

- L'équipe de la Direction générale de la participation citoyenne a été formée à l'intégration de la dimension de genre dans la participation.
- Le cadre des marchés publics pour la fourniture de services pour la conception, la promotion et l'évaluation des processus de participation des citoyens a été évalué. Les recommandations de l'évaluation ont été intégrées dans l'Accord-cadre pour la passation de marchés avec des entreprises et des entités qui fournissent des services de conseil et encouragent les processus de participation (qui sera bientôt approuvé).
- Deux processus de délibération (sessions en face à face) ont été évalués et des propositions d'amélioration ont été faites, qui ont été intégrées dans le protocole pour dynamiser ces processus.
- Le protocole pour la conception et la dynamisation des conseils de citoyens a été évalué et des propositions d'amélioration ont été faites, qui ont été intégrées dans le protocole pour la dynamisation de ces processus.

- Le protocole d'information et de communication avec les citoyens pour et pendant les processus de participation a été évalué et des propositions d'amélioration ont été faites et incorporées dans le protocole d'information et de communication.
- Le questionnaire d'évaluation des processus de délibération - le formulaire auquel répondent les citoyens qui participent à une session en face à face - a été évalué, tout comme le type de données recueillies sur la session. Des propositions d'amélioration ont été faites et intégrées dans la nouvelle version du questionnaire ainsi que dans la base de données qui rassemble toutes les évaluations et les publie dans des données ouvertes.
- Une analyse préliminaire de ces données ouvertes a été réalisée afin de diagnostiquer l'état de l'art de l'intégration de la dimension de genre dans les processus participatifs, en particulier les sessions de discussion en face à face.
- Un guide sur l'intégration de la dimension de genre dans les processus de participation des citoyens sera publié (la publication a été retardée par la crise de la Covid).



Dans quelle mesure cet objectif a-t-il été atteint ?

Nous considérons que l'objectif du projet a été atteint dans sa totalité.

Cela nous permet d'aborder, dans les prochains mois, un autre projet lié à l'impact des changements introduits dans les contrats, la formation, les protocoles et la collecte de données sur l'intégration de la dimension de genre.

Dimensions de l'expérience

Quel est l'élément le plus innovant de l'expérience ?

À notre connaissance, c'est la première fois qu'une application systématique est faite à l'approche d'intégration de la dimension de genre dans la participation des citoyens.

Au niveau des plans stratégiques des politiques publiques, l'intégration de la dimension de genre n'est pas une idée nouvelle. Formellement exprimée dans la plate-forme d'action issue



de la 4e conférence mondiale sur les femmes à Pékin (1995), elle a été progressivement acceptée depuis lors. Toutefois, nous n'avions pas connaissance d'une approche purement sectorielle du domaine de la participation des citoyens.

Nous avons en effet pu trouver des stratégies d'intégration de la dimension de genre dans des domaines proches de la participation citoyenne. D'une part, dans le domaine de la coopération au développement, notamment dans les stratégies visant à renforcer les capacités et la qualité des institutions. D'autre part, dans le domaine de l'urbanisme, où le féminisme a toujours eu un front évolutif très fort puisqu'il est le point de croisement des sphères publiques et privées, zone de friction due à la construction de nombreuses discriminations pour des raisons de genre. Enfin, et en lien avec les précédentes, dans le domaine de la qualité démocratique et de la transformation institutionnelle, notamment en ce qui concerne l'équité entre les genres dans les institutions de la démocratie représentative.

Le principal élément novateur de l'expérience consiste donc à générer une vision de l'intégration de la dimension de genre spécifiquement conçue pour le domaine de la participation citoyenne, avec ses similitudes avec d'autres domaines, mais aussi avec ses particularités.

D'autre part, notre approche a cherché à être - obligatoirement - intersectionnelle, étant donné que la participation des citoyens est, en même temps, un vecteur d'inclusion et un vecteur d'approfondissement des ségrégations existantes. Ainsi, et comme on peut le voir dans le *Guide pour l'intégration de la dimension de genre dans les processus de participation citoyenne*, le dialogue avec les autres facteurs d'exclusion et de vulnérabilité est constant.

Dans quelle mesure la procédure est-elle transférable ?

Notre projet a été conçu dès le départ pour être 100% transférable à tous.

Au-delà des différentes analyses, des propositions d'amélioration et de l'intégration de ces améliorations dans nos propres instruments, nous avons voulu faire abstraction à la fois du problème de la discrimination de genre et des bonnes pratiques pour une bonne intégration des politiques de genre dans la participation citoyenne.

Ainsi, le *Guide pour l'intégration de la dimension de genre dans les processus de participation citoyenne*, même avec ses éventuels préjugés et points de vue partiels, se veut un recueil de connaissances et de procédures parfaitement applicables à tout type de processus participatif conçu et réalisé dans n'importe quel coin du monde, tant par l'administration publique à ses différents niveaux que par la société civile organisée.

Dans notre cas particulier, tant le guide que les documents internes seront appliqués de manière systématique et répétée dans tous les projets de participation et dans chacune de leurs différentes phases : conception, marchés publics, information et communication, promotion d'événements et conseils, évaluation.

Pourquoi considérez-vous que l'expérience est faisable ?

L'expérience a commencé par un dialogue avec certaines associations de la société civile qui travaillaient dans le domaine de l'égalité des genres.

Le cadre réglementaire applicable en Espagne et, en particulier, en Catalogne, était également très favorable à l'initiative. Entre autres, nous avons :

- Les directives pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la coopération au développement de la Generalitat de Catalunya (2010)
- Loi 17/2015 du 21 juillet sur l'égalité effective entre les femmes et les hommes
- Le modèle de rapport pour le diagnostic de l'égalité entre les femmes et les hommes de la Generalitat de Catalunya (2017)
- Le *Guide de l'intégration de la dimension de genre dans les marchés publics du gouvernement de la Catalogne* (2018)

Des phénomènes sociaux massifs tels que le mouvement #MeToo (2018) ont demandé très clairement aux représentants publics d'agir sur la question de la violence sexiste en particulier et de la discrimination en général. Et la participation des citoyens, le pont par excellence entre les citoyens et l'administration, ne pouvait pas être laissée de côté.

D'autre part, la prolifération des instruments et des canaux de participation citoyenne, ainsi que la demande croissante de processus de participation - très importante en Espagne depuis le mouvement des Indignés (2015) - ont rendu ce processus pratiquement inexcusable.

Comment l'expérience a-t-elle été articulée avec d'autres acteurs et processus ?

L'expérience a commencé par un débat ouvert sur Twitter pour la collecte de documents (rapports, protocoles, articles universitaires, etc.) traitant de cette question au cours des mois de décembre 2017 et janvier 2018.

En même temps, la nécessité de créer ce projet (consistant en une analyse, une amélioration des procédures internes et la publication du guide) a été discutée avec l'Institut catalan des femmes du gouvernement de Catalogne, l'organisme dépendant du gouvernement catalan pour la promotion des politiques d'égalité entre les hommes et les femmes.

Conscients des lacunes dans le secteur de la participation citoyenne, ainsi que de la nécessité de développer ce domaine, un appel a été lancé pour qu'une consultation sur la question soit organisée, à laquelle ont participé six organisations de la société civile spécialisées dans le domaine du genre.

De mai 2019 à décembre 2019, plusieurs réunions ont eu lieu avec des personnes de différentes responsabilités au sein de l'Administration, des entreprises collaboratrices, du traitement des données et de l'analyse documentaire, de la participation à des événements et du suivi (autorisé) des conseils de citoyens, ainsi que de la formation (du type participation-action) avec l'équipe de la Direction générale de la participation citoyenne.

Quel a été le niveau de coresponsabilité ?



Ce projet a impliqué, en différentes phases :

- Les citoyens en général, en contribuant à la cartographie de l'état des lieux, ainsi qu'en participant à l'analyse de la qualité des processus participatifs et des conseils de citoyens.
- Le secteur spécialisé dans l'intégration de la dimension de genre - jusqu'à 6 entités - fournissant la méthodologie pour la proposition de projet.
- L'organisme institutionnel qui coordonne les politiques de genre du gouvernement de la Generalitat de Catalunya, en fournissant des lignes directrices pour le développement du projet.
- Tous les agents et techniciens de la Direction générale de la participation citoyenne du gouvernement de la Catalogne.
- D'autres acteurs du secteur, tels que les responsables de la participation d'autres administrations, d'autres techniciens d'autres domaines (par exemple la coopération au développement), apportant leur vision de l'état de la situation.
- Et une partie de l'équipe du Secrétariat de la transparence et de l'ouverture du gouvernement de la Generalitat de Catalunya, dans l'évaluation finale de la qualité.

Quels mécanismes d'évaluation et de responsabilisation ont été utilisés ?

En interne, le projet a consisté en cinq « freins et contrepoids » entre les experts en matière de genre, les utilisateurs et les techniciens de contrôle.

- Pour le domaine de l'intégration de la dimension de genre dans les marchés publics, les experts en matière de genre, la direction générale de la participation des citoyens et du conseil juridique et la sous-direction générale de la gestion économique, des marchés et des biens.
- Pour le domaine de l'intégration de la dimension de genre dans le développement des processus délibératifs et des conseils de citoyens, les experts en matière de genre, la direction générale de la participation citoyenne en général, et l'unité de recherche et d'évaluation de cette même direction générale.
- Pour le domaine de l'intégration de la dimension de genre dans l'information et la communication, les experts en genre, la direction générale de la participation citoyenne en général, et l'unité de communication et de processus numériques de la même direction générale.
- Pour le domaine de l'intégration de la dimension de genre dans l'évaluation des processus de participation des citoyens, les experts en matière de genre, la direction générale de la participation des citoyens en général et l'unité de recherche et d'évaluation de cette même direction générale.
- Pour l'élaboration du guide, les experts en matière de genre, la direction générale de la participation citoyenne en général, le secrétariat de la transparence et de l'ouverture gouvernementale et, au moment de sa publication au grand jour, tous les citoyens.

Ainsi, tous les processus et sous-produits du projet ont été évalués par des personnes différentes à chaque instant.

En ce moment, deux évaluations sont en cours :

- La publication finale et la réception des commentaires et des améliorations qui y seront apportés, qui se feront dans deux domaines : la citoyenneté en général et le Réseau des gouvernements transparents (réseau catalan à plusieurs niveaux d'administrations travaillant sur la transparence, l'ouverture des données et la participation des citoyens)
- L'évaluation de l'impact des améliorations apportées aux marchés publics, aux processus de délibération et aux conseils de citoyens, et l'évaluation finale des processus.

Annexes :

- [Curs: Estratègies per incorporar la transversalitat de gènere en els processos participatius](#). Programme de formation sur l'intégration de la dimension de genre pour l'équipe de la Direction générale de la participation citoyenne et des processus électoraux ainsi que pour certains collaborateurs.
- [Proposta de recomanacions per la redacció de l'acord marc per a la contractació de serveis vinculats amb el disseny i l'execució de processos de participació ciutadana des de la perspectiva de gènere](#). Rapport (partiel) sur les résultats de l'analyse de l'accord-cadre pour les marchés publics de services liés à la participation des citoyens.
- [Estratègia de transversalització de gènere de la Direcció General de Participació Ciutadana. Informe global de resultats](#). Rapport final sur les résultats de l'analyse des procédures de marchés publics, des processus participatifs, des conseils de participation, de la participation à l'élaboration des règlements et du domaine de l'information et de la communication.
- [Guia per a la transversalitat de gènere als processos participatius de la Direcció General de Participació Ciutadana](#). Projet de guide sur l'intégration de la dimension de genre dans les processus participatifs. Bientôt publié en trois langues - catalan, espagnol et anglais - et téléchargeable gratuitement sur le site governobert.gencat.cat